

ÉDUCATION, VIOLENCES ET CONFLITS EN AFRIQUE RECHERCHES ET BESOINS D'ACTION

À l'heure des politiques visant une éducation pour tous et de qualité, les questions relatives aux violences en milieu scolaire, au rôle que joue l'institution scolaire dans l'émergence de conflits, aux conséquences des conflits sur l'éducation (tant du côté des systèmes éducatifs que des familles), enfin au rôle que peut jouer également l'éducation comme vecteur de paix sont autant de questions d'importance en regard de la situation qui prévaut dans nombre de pays africains. Ces problématiques complexes, jusqu'alors trop peu investies par les chercheurs en sciences sociales, ont fait l'objet d'un colloque international, « Éducation, violences, conflits et perspectives de paix en Afrique » qui s'est tenu à Yaoundé en mars 2006¹ avec l'appui du CEPED.

Une préoccupation internationale récente...

Après la signature de la Convention relative aux droits de l'enfant en 1989, la Conférence mondiale sur l'Éducation Pour Tous (EPT), tenue à Jomtien en 1990, a attiré, pour la première fois, l'attention sur ces « exclus » du système éducatif que sont les réfugiés, les personnes déplacées par la guerre, les populations sous occupation militaire et les victimes des calamités naturelles. Elle a recommandé qu'ils puissent bénéficier de programmes spéciaux de scolarisation ou encore d'une « éducation en situation d'urgence », expression née lors de la conférence suivante sur l'EPT organisée à Amman en 1996². Le Forum Mondial sur l'Éducation, tenu en 2000 à Dakar, est allé jusqu'à considérer qu'éduquer dans les situations d'urgence et de crise constituait un nouveau défi majeur pour ce siècle. Invitant les États à « répondre aux besoins des systèmes éducatifs subissant le contrecoup de conflits, de catastrophes naturelles et de situations d'instabilité », ce Forum a évoqué, également pour la première fois, la question de l'éducation en situation d'après-guerre et de reconstruction.

...pour des politiques d'assistance éducative divergentes, centrées sur l'urgence

L'intensification des mouvements de population et les effets des politiques d'ajustement structurel ont rendu les États africains réticents à la perspective d'accueillir durablement, sur leur territoire, des populations déplacées. En conséquence de quoi, tous ont substitué à une politique d'intégration des étrangers/réfugiés, jusqu'alors privilégiée, une politique de rapatriement. Dès lors, le continent africain a connu une prolifération des camps de réfugiés qualifiés d'espaces humanitaires « transitoires ». Ces camps ont permis aux organisations humanitaires telles

que le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) d'assister ces populations sur le plan éducatif. En effet, très vite s'est posée la question de l'accès aux services de base dans les camps et, pour les enfants, celle de l'accès à l'éducation. Des écoles parallèles aux systèmes d'enseignement public des pays d'accueil ont été aménagées au sein des camps de réfugiés pour satisfaire à la demande éducative des seuls réfugiés.

L'« éducation en situation d'urgence et de post-conflit » a ainsi circonscrit un nouveau secteur privilégié de l'assistance humanitaire, légitimé par le grand public et reconnu au plan international pour ses enjeux sociaux, politiques et éducatifs. Ce secteur de l'assistance est progressivement devenu un véritable marché à investir, de manière à la fois symbolique – étendre l'Éducation pour tous aux victimes de guerre, penser le rôle de l'éducation dans la reconstruction – et pratique – définir les modalités du secours éducatif, concevoir des instruments pédagogiques adaptés, etc. Sur ce marché, deux types d'acteurs aux approches tout à fait différentes, voire divergentes, interviennent : les « urgentistes » et les « développementalistes ».

Les organisations humanitaires composent principalement le premier groupe : elles n'interviennent qu'en situation de crise pour protéger et assister des populations déplacées dont la vie est en danger. Il s'agit d'institutions telles que le Haut Commissariat aux Réfugiés, le Conseil Norvégien pour les Réfugiés, le Comité International de Secours et la Croix Rouge. Selon ces organisations, l'éducation est non seulement un droit humain fondamental à rétablir au plus vite, mais aussi, et surtout, un instrument de « protection » des enfants, c'est-à-dire un moyen de leur assurer un accès à des lieux sûrs où ils peuvent retrouver un semblant de routine, recevoir un appui psychosocial et être sensibilisés aux dangers directs qui les menacent (la violence sexuelle, le recrutement forcé au sein

de forces armées, l'exposition aux mines, le trafic d'enfants, etc.)³. Les organisations de « développement » telles que l'Unesco, l'Unicef ou encore la Banque mondiale constituent le second groupe d'acteurs présents sur ce marché éducatif. Elles n'interviennent pas toujours dans des contextes de crise, mais de préférence en situation de post-crise. Leur préoccupation majeure va à la reconstruction et à la stabilisation sur le long terme d'un pays affecté par un conflit. Dans cette optique, l'éducation n'est pas perçue uniquement dans son rôle « protecteur » mais elle est aussi considérée comme étant potentiellement à l'origine de conflits et de violences, notamment du fait des valeurs véhiculées par le programme d'enseignement.

Éducation, violences et conflits en Afrique : une problématique complexe et des recherches embryonnaires⁴

La littérature existante sur ce sujet provient essentiellement, encore à ce jour, de sources institutionnelles et circule sous la forme de travaux d'expertise rédigés en réponse aux commandes ponctuelles des agences d'aide internationales, bailleurs de fonds et ONG. Le plus souvent, ces travaux relèvent d'un modèle explicatif, implicite, de type mécaniste : les contenus dépréciatifs des manuels scolaires, les frustrations dues à un accès contrôlé à l'éducation, celles des « aspirants oubliés » ou des « cadets sociaux » mènent au conflit. Simpliste, ce modèle tait les configurations politico-militaires à l'origine de l'engagement, volontaire ou forcé, au sein des milices armées des jeunes scolarisés, déscolarisés ou non scolarisés.

La production scientifique demeure en revanche très faible ; rares sont les chercheurs en sciences sociales qui s'intéressent aux relations entre les dimensions de ce triptyque. Ainsi, la plupart des travaux de recherche s'en tiennent aux relations entre les violences scolaires et les violences sociales en temps de paix ou, de manière souvent descriptive, aux seuls effets des conflits sur les systèmes éducatifs. Ce constat d'une thématique

insuffisamment appropriée par la communauté scientifique était à l'origine du colloque international de Yaoundé, ponctué par une Déclaration des chercheurs (cf. encadré).

La problématisation du triptyque « éducation, violences et conflits » à travers ses principales dimensions – l'éducation comme source de violences et de conflits, l'éducation « victime » des conflits, et enfin l'éducation vecteur de paix – donne un aperçu de la complexité des liens à éclaircir entre chacun de ses éléments.

L'institution scolaire, lieu et source de violences voire de conflits

Les travaux d'expertise évoquent les formes de violence scolaire, au titre de « germes conflictuels », uniquement quand il s'agit d'expliquer l'entrée en conflit des sociétés africaines. Aucune de ces expertises ne court le risque de détecter, à des fins de comparaison, des « germes conflictuels » pourtant existant parmi les systèmes d'enseignement de pays en apparence les plus en paix. Or, la première forme de cette violence est physique ; ses pratiques courantes en milieu scolaire – l'usage fréquent de la « chicotte » ou les châtiments corporels directs en guise de punition – montrent combien « les violences à l'école » sont consubstantielles à « l'école de la violence », laquelle renvoie à des univers sociaux autres que l'École, domestiques par exemple, les plus ordinaires.

Longtemps tues, les violences sexuelles à l'encontre des jeunes filles, mais aussi des enseignantes, sont de plus en plus dénoncées, notamment par des associations qui militent plus généralement contre toutes les violences faites aux femmes ; les institutions internationales y portent une attention croissante. Mais quelle est leur ampleur ? Quelles en sont les différentes formes ? Comment le phénomène a-t-il évolué ? Autant de questions sans réponses faute de véritables recherches...

Depuis longtemps débattues au sein des sciences sociales, les violences symboliques dues à l'école revêtent en Afrique

DÉCLARATION DE YAOUNDÉ

Nous, chercheurs œuvrant dans le domaine de l'éducation et de la scolarisation en Afrique, réunis à Yaoundé du 6 au 10 mars 2006 dans le cadre du colloque international sur Éducation, violences, conflits et perspectives de paix en Afrique, co-organisé par le « Réseau Ouest et Centre Africain de Recherche en Éducation » (ROCARE) et le réseau « Famille et scolarisation en Afrique » (FASAF) en collaboration avec Plan International, Diakonia, l'IRD, le CEPED et l'UNESCO,

- *prenant acte de la Déclaration de Mombasa novembre 2004, qui marque l'engagement des ministres africains de l'éducation pour tout mettre en œuvre afin d'assurer l'éducation pour tous dans les situations de conflits ;*
- *constatant l'énorme déficit de connaissances scientifiques sur cette thématique « éducation, violences, conflits et perspectives de paix en Afrique »,*

nous voulons :

- *exprimer notre inquiétude devant les multiples formes de violence en milieu scolaire et à dénoncer les atteintes au droit à l'éducation, occasionnées par les situations de conflits ;*
- *engager une véritable dynamique de recherche, qui nécessite en premier lieu des réflexions à la fois théoriques, conceptuelles, méthodologiques et éthiques (avec le difficile problème de la mesure) ;*
- *interpeller les décideurs nationaux et les partenaires financiers pour un soutien substantiel à la réalisation de programmes de recherche sur :*
 - *les causes, les formes et les conséquences des violences physiques, morales et symboliques en milieu scolaire ; avec une préoccupation particulière pour les violences sexuelles ;*
 - *les conséquences des situations de conflits sur l'éducation, tant du côté des systèmes éducatifs que des enfants et des familles ;*
 - *le rôle pouvant être joué par l'institution scolaire comme vecteur de paix (notamment à travers la formation des enseignants et la révision des curricula) ;*
- *promouvoir un partenariat de recherche-action avec les différents acteurs dans le domaine de l'éducation. Ce genre de partenariat s'avère indispensable pour poursuivre la construction de la paix et contribuer à la lutte contre les injustices sociales.*

une dimension spécifique du fait du caractère exogène de l'École sur les plans culturel et linguistique. Là encore, une question d'importance mais qui n'a fait l'objet que de très rares recherches.

La violence en milieu scolaire doit être étudiée pour elle-même, sans forcément chercher à établir des liens directs avec la question des conflits. Mais, quelle que soit la forme des violences (physiques, sexuelles, symboliques), qu'elles soient d'origine scolaire-même ou bien simplement produites en milieu scolaire, et qu'elles soient ou non sources de conflits, un indispensable travail méthodologique de conceptualisation et de définition doit être mené avant de pouvoir produire des connaissances scientifiques.

En amont, de nombreux travaux d'expertise portent sur le rôle potentiel ou avéré des systèmes d'enseignement dans la production des conflits. Avec un champ de vision élargi à une longue durée, ils mettent en avant deux principaux arguments : les systèmes d'enseignement scolaire résultent d'un processus d'imposition d'origine coloniale mais pérennisé une fois les indépendances acquises, l'École restant au service de la reproduction d'une élite, au demeurant jugée corrompue ; la langue d'enseignement – latine ou anglo-saxonne – constitue la preuve visible d'un impérialisme culturel, vecteur de la domination néocoloniale. Ces arguments, de facture plus militante que scientifique, diffèrent de ceux avancés dans les rares travaux de recherche qui placent, eux, le phénomène de scolarisation, en tant que question sociale et politique, au cœur de la production des conflits. L'école reste une référence vivace chez les combattants, source de frustrations durables. Mais ce qui est en cause n'est pas tant l'institution scolaire en elle-même que le réel affaiblissement de son rôle d'ascenseur social... Ces travaux marquent leur distance vis-à-vis des modèles mécanistes qui tentent d'attribuer aux systèmes d'enseignement une pleine responsabilité dans le déclenchement des conflits.

L'éducation victime des conflits armés

À la fois cible et conquête des parties belligérantes, l'École devient, en temps de guerre, un véritable enjeu : de pouvoir pour les gouvernements et les factions rebelles, d'intervention et de pénétration d'un nouveau marché pour les organisations humanitaires et les bailleurs de fonds. Aux yeux des populations victimes de conflits, le maintien de l'École devient le seul moyen de préserver un semblant de routine et de socialisation évocateur des temps de paix.

Les destructions partielles ou totales d'écoles ne peuvent pas figurer à égalité avec d'autres types de destructions. Pourquoi les systèmes éducatifs deviennent-ils des buts de guerre, à la fois cibles et conquêtes des belligérants ? À la suite de quels parcours, les enfants-soldats, déscolarisés ou non-scolarisés, participent-ils aux combats ? Au nom de quelles logiques et pour quelles attentes, des jeunes s'engagent-ils dans des milices, dans des mouvements armés ?

Au-delà des programmes d'éducation en situation d'urgence, tout un champ de recherches semble ainsi s'ouvrir sur la manière dont les systèmes éducatifs et les populations font face aux situations de crise, d'exil et aussi de reconstruction, aussi bien dans les pays théâtres de violences et de conflits que dans les pays limitrophes touchés à travers les mouvements de population⁶. Quelles difficultés les populations rencontrent-elles et quelles stratégies et ressources mobilisent-elles pour satisfaire leurs demandes d'éducation ? Quelle est la nature des interventions publiques nationales, associatives et internationales en matière de secours et de suivi éducatif ? Quel cadre normatif légitime ces interventions et quelles sont leurs conséquences en termes de dynamiques de changement social et institutionnel ?

L'éducation, vecteur possible d'intégration et de paix

Le thème de « l'éducation : vecteur de paix », dernière dimension de notre triptyque « éducation, violences et conflits », apparaît uniquement dans les écrits à vocation d'expertise. Non prédictifs, les travaux de recherche consultés l'ignorent. Ce thème désigne à la fois les programmes de reconstruction des systèmes d'enseignement en période post-conflit, trop formellement décrits pour être ici évalués, et les programmes pédagogiques d'aide à la résolution des conflits. Ce dernier type de programme d'intervention butte contre les contradictions et les difficultés du contexte international. Dans un document intitulé « *Education in Situations of Emergency, Crisis and Reconstruction. Unesco Strategy* », l'Unesco critique l'hétérogénéité des contenus des programmes dérivés de « l'Éducation en situation d'urgence » et ceux en faveur d'une « éducation à la paix ». L'agence onusienne attribue la suspension de ces programmes à un sous-financement des opérations humanitaires. Ces programmes reposent donc sur des bases friables.

Des efforts de coordination entre agences concurrentes de l'ONU ont été consentis, donnant lieu, en 1996, à la signature d'un *Memorandum of Understanding* entre le HCR et l'Unicef, plus récemment à la création, en 2000, à l'Unesco, d'un réseau international sur l'éducation en situation d'urgence forte (INEE). De cette manière, les agences d'aide, l'Unesco en premier, souhaiteraient lutter contre l'hétérogénéité des « recommandations et des normes » à la source d'une « situation non satisfaisante due à la confusion provoquée à la fois chez les bailleurs de fonds et sur le terrain quand des normes d'éducation sont employées de manières différentes dans des localités adjacentes ». Depuis 2000, l'Unesco travaille en ce sens avec le concours de l'INEE à l'élaboration de divers standards relatifs à la protection et à la sécurité des enfants et des personnels enseignants en difficulté, aux normes de reconstruction et de réhabilitation des infrastructures scolaires, aux équipements scolaires et aux procédures d'évaluation et de certification des diplômés en temps de guerre. L'ampleur des tâches sur de tels sujets pourrait freiner cette initiative de normalisation des actions à engager en situation d'urgence.

Les insuccès des programmes d'intervention ne tiennent pas seulement à l'hétérogénéité des réponses apportées aux demandes d'éducation de populations victimes d'un conflit. Il y a aussi la concurrence des mandats attribués aux agences d'aide, l'Unesco s'arrogeant l'exclusivité du mandat « *to advocate for system wide and value-based renewal in post-crisis situations* ». En outre, les réfugiés résistent aux formes du secours éducatif. Signalons, comme exemple de leur résistance, le refus des réfugiés érythréens, à l'est du Soudan, de rejoindre les écoles fondées par le HCR et les succès qu'ils ont rencontrés en organisant eux-mêmes, de façon aussi volontaire qu'imprévue, un système d'enseignement scolaire parallèle en langue maternelle.

Conclusion

Si la recherche en sciences sociales sur l'éducation en Afrique reste peu développée, elle s'avère quasi inexistante sur les relations entre éducation, violences et conflits. Malgré l'accent mis par les politiques sur la qualité de l'éducation pour tous, cet axe de recherche demeure relativement délaissé. Les questions relatives aux violences en milieu scolaire, au rôle que joue l'institution scolaire dans l'émergence de conflits, aux conséquences des conflits sur les systèmes éducatifs et les familles concernées, enfin au rôle que peut également jouer l'éducation comme vecteur de paix, mériteraient une attention accrue de la part des chercheurs. Il existe un besoin pressant

de connaissances scientifiques, dûment exprimé par des États et des acteurs de la société civile dans la perspective de les éclairer sur les enjeux sociaux, économiques et politiques de leurs actions sur un court, un moyen, voire un long terme. La mise en place de mesures adaptées repose sur une véritable exploration scientifique et académique des différentes dimensions évoquées ici, laquelle requiert des réflexions théoriques et l'élaboration de méthodologies adéquates. Il y a là un réel enjeu de connaissances.

Éric LANOUE

Sociologue à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD/UR 105-ISSP)

Marc PILON

Démographe à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD/UR 105)

¹ Pour en savoir plus sur ce colloque : www.rocare.org ou www.fasaf.org

² Voir le *Rapport final et études de cas de l'Atelier sur « La destruction et la reconstruction de l'éducation dans les sociétés perturbées »*. Unesco, 15-16 mai 1997, Genève.

³ UNHCR Field Guidelines, Geneva 2003 / IRC Classroom Healing Initiative, 2005.

⁴ Lanoue E., 2006 - Éducation, violences et conflits en Afrique subsaharienne. in Pilon M. (éd.), *Défis du développement en Afrique subsaharienne. L'éducation en jeu*. Les Collections du CEPED, série « Rencontres », Paris : 223-242.

⁵ À titre d'illustration, voir les premiers enseignements d'une recherche en cours sur les conséquences du conflit ivoirien : Yaro Y., Pilon M., Kaboré I. et Lanoue É., 2006 - *Éducation et conflit en Afrique de l'Ouest. Conséquences du conflit ivoirien sur l'éducation dans les pays limitrophes : un état des lieux au Burkina Faso. Rapport de synthèse*. Ouagadougou, FASAF-RO CARE, 29 p.

Publications

- *Les facteurs de la contraception en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale au tournant du siècle*. Coordonnateur scientifique Raïmi Fassassi. Les Numériques du CEPED, 2007.
- *Rapport de synthèse de « Les facteurs de la contraception en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale au tournant du siècle »*. Raïmi Fassassi. Les Collections du CEPED, série « Regards sur », 2007.



Appel à publications

Dans le cadre de sa politique éditoriale, en 2007, le Comité de Pilotage du CEPED sollicite des contributions pour la série « *Regards sur* ». Cette série est destinée à accueillir des articles scientifiques se rapportant au domaine de la population et du développement.

<http://ceped.cirad.fr/IMG/pdf/regardssurinstructions.pdf>

Le nouveau site DEMONETA (Internet et démographie en Afrique francophone)

L'adoption des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) a bouleversé les modes de relation entre individus et ouvert l'accès à d'immenses gisements d'informations. Les chercheurs connectés à Internet sont reliés à des réseaux mondiaux leur permettant d'échanger du courrier électronique, des fichiers de travail et d'accéder à des bibliothèques et/ou banques de données dans des délais extrêmement brefs et à faible coût. Le risque de marginalisation est grand pour ceux qui n'auront pas pris à temps ce tournant. C'est ainsi qu'est née l'Initiative Population et Internet (Internet Population Initiative) proposée par la Division de la Population des Nations unies (Département des Affaires Économiques et Sociales) à la Commission sur la Population et le Développement. <http://demoneta.ird.bf/>

La Cinquième Conférence de l'Union pour l'Étude de la Population Africaine (UEPA) se tiendra à Arusha (Tanzanie), du 10-14 décembre 2007

Thème de la conférence : *Population et Développement en Afrique : Questions émergeantes*.

L'Afrique dans le 21^e Siècle fait face à beaucoup d'opportunités et défis relatifs au concept population et développement. Plusieurs pays ont profité des opportunités mondiales et locales pour effectuer des réformes économiques qui ont augmenté les revenus nationaux et réduit la pauvreté. Il y a eu de l'amélioration au niveau du développement humain, à savoir, l'augmentation des taux de scolarité, la baisse de la mortalité infantile et une fécondité en recul. On a fait des progrès au niveau des charges afférentes à l'épidémiologie du VIH et du Sida. L'incidence du VIH ainsi que les taux de prévalence commencent à diminuer dans plusieurs pays et l'on note aussi du succès au niveau du déclin de la mortalité infantile causée par des maladies qui sont évitables par le moyen des vaccins. Pourtant, ce progrès dans le domaine de population et développement humain n'est pas équitablement distribué à travers le continent, ou même dans les nations. D'énormes disparités existent entre et dans les nations, entre les femmes et les hommes, les résidents ruraux et urbains et entre les plus pauvres et les plus riches du continent.

La Cinquième Conférence Africaine sur la Population réunira des scientifiques de toute discipline, des décideurs politiques, des praticiens et des partenaires pour discuter de ces problèmes et d'autres défis en population et développement auxquels le continent doit faire face. <http://ceped.cirad.fr/IMG/pdf/5thAfricanPopulationConferenceAnnounceFR.pdf>

prevR : logiciel pour cartographier les prévalences du VIH

Bien qu'initialement conçu pour estimer et cartographier les variations spatiales de la prévalence du VIH à partir des données des Enquêtes Démographiques et de Santé (EDS), prevR peut être utilisé pour analyser tout type d'indicateur correspondant à une proportion.

prevR se présente sous la forme d'un package additionnel pour le logiciel de statistiques libre et gratuit R. Il permet d'importer les données, de les formater, puis d'estimer et de cartographier la prévalence d'un phénomène. Les résultats peuvent être exportés vers d'autres logiciels.

prevR et sa documentation sont distribués sur le site du CEPED à l'adresse <http://ceped.cirad.fr/prevR/>